

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Bien entendu, rien ne me plairait plus que d'étudier une telle demande.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Georges-C. Lachance (Lafontaine): Le ministre des Transports peut-il dire à la Chambre si l'honorable député de Lapointe, depuis son retour de vacances en Martinique, a demandé l'aide des brise-glaces du gouvernement fédéral pour voyager sur le fleuve Saint-Laurent, cet hiver, entre le comté de Lapointe et le port de Montréal sur son luxueux yacht de \$15,000 qu'il a acheté à Toronto, Ontario, l'été dernier? Je veux en discuter à dix heures, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre!

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ITALIE—L'ACHAT DE TROUPEAUX LAITIERS POUR AIDER LES VICTIMES DES INONDATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au ministre de l'Agriculture. Elle a trait à l'annonce, faite l'autre jour par le secrétaire d'État aux affaires extérieures, que le Canada allait consacrer \$400,000 à l'achat de bétail en vue d'aider les victimes des inondations en Italie. Est-il vrai que seul le bétail Holstein sera acheté pour expédition en Italie? Si oui, pourquoi l'argent des contribuables n'est-il pas employé à l'achat d'autres races de bétail?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je m'étonne fort que mon honorable ami ait des préjugés contre le bétail Holstein. J'aimerais l'informer que le bétail est acheté au choix de l'Italie. Nous fournissons les fonds, mais les intéressés choisissent le bétail qu'ils désirent.

M. Hales: Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas que le ministre s'en tire avec l'assertion que j'ai des préjugés contre le bétail Holstein. Pas du tout. Mais je m'intéresse à la vente des troupeaux laitiers de toutes les races qu'on achète avec les deniers des contribuables.

[M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria).]

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—LES PROJETS AMÉRICAINS D'AMÉNAGEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question d'importance nationale au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lui a-t-on signalé les dépêches en provenance de Washington et parues dans les journaux, selon lesquelles les États-Unis auraient profité de l'accord sur le traité du Columbia pour augmenter la capacité du barrage Grand Coulee de 2 millions à 9.2 millions de kilowatts et seraient franchement curieux de savoir comment le Canada exploitera ses autres ressources hydro-électriques? Le ministre peut-il faire enquête sur le motif qui inspire cette joie aux États-Unis?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question peut avoir une grande importance, mais je doute qu'elle soit réglementaire de la façon dont elle est posée. Je crois comprendre que le député voudrait obtenir une déclaration du ministre, ce que ce dernier fera peut-être une autre fois.

M. Herridge: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire à celle que vous avez déclarée contraire au Règlement?

M. l'Orateur: L'honorable représentant peut poser une autre question.

M. Herridge: Elle s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A propos des faits récents et imprévus visant à augmenter le pouvoir hydro-électrique du Columbia aux États-Unis, le ministre les prévoyait-il alors qu'il assurait aux membres du comité permanent des affaires extérieures pendant l'étude du traité du Columbia que la moitié de l'énergie hydro-électrique que ce fleuve fournit aux États-Unis sera rendue au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai l'impression que cette question supplémentaire ou nouvelle est de même nature que la première et, par conséquent, irrecevable.

[Français]

LES FAILLITES

POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER UNE MESURE LÉGISLATIVE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question soit